

ÉDITORIAL

Gestionnaires de fortune et LEFin: défis, solutions et réponses pratiques

...Conférence d'Academy & Finance - 27.03.2019 - article de Cosima F. Barone, Membre du Conseil du GSCGI

Rappelons qu'enfin la profession de **Gestionnaire de Fortune** (*Indépendant*) est reconnue dans la législation suisse. Le Groupement, depuis plus de 25 ans et sans cesse, a milité pour cette reconnaissance. Désormais, la profession est invitée (*Lois, Ordonnances, Directives, etc.*) à s'organiser de manière claire et pragmatique, ce qui en assurera pérennisation et reconnaissance tant sur le plan national qu'international.

Le Groupement continue d'informer (*individuellement sur demande, par le WealthGram et lors de nos réunions mensuelles au Métropole*) et d'accompagner ses Membres durant cette période transitoire, empreinte d'incertitudes, mais conduisant néanmoins les gestionnaires de fortune et les conseillers en placement vers la mise en application des lois LSFIn-LEFin et de leurs Ordonnances (*OSFin-OEFin-OOS*).

Certains aspects sont encore à préciser ou clarifier (*version définitive des Ordonnances du DFF; Ordonnances/Directives de la FINMA*). Lors de l'élaboration de notre Rapport de Consultation, un grand nombre de points essentiels ont été examinés par le Groupe de Travail du GSCGI, qui a été efficacement appuyé par un certain nombre de Membres du Groupement. Le Conseil du GSCGI les remercie vivement d'avoir donné de leur temps pour le bénéfice de tous les Membres.

Des conférences sont organisées autour de cette nouvelle législation et nombre d'entre elles répondent aux questions les plus pressantes que tout gestionnaire de fortune se pose en ce moment.

La semaine passée (27 mars 2019) nous avons été aimablement invités à celle organisée par Academy & Finance — **Gestionnaires de fortune et LEFin: défis, solutions et réponses pratiques** — durant laquelle des experts (*gestionnaires, compliance et réviseurs, banques et avocats*) se sont exprimés autour de questions de base, telles la garantie de capitale et/ou l'assurance professionnelle RC, l'organisation minimale selon son modèle d'affaires, le temps et complexité du dossier de demande d'assujettissement, la possibilité de délégation de certaines tâches, les directives internes, et plus encore.

Notre collègue, Daniel Glasner (*Membre d'Honneur et ancien Président du GSCGI*) a ouvert le débat de la journée avec des considérations et questions essentielles que tout gestionnaire de fortune se pose afin d'organiser au mieux son activité future. Quels objectifs? Rester indépendant? S'associer? Ou pas? Quels sont réellement ses choix?

Plusieurs intervenants ont passé en revue les recommandations de bases (*déjà commentées dans nos écrits*), dont la **classification des clients**, qui devient désormais une obligation tant pour la banque dépositaire que par le gestionnaire de fortune. Classer ses clients dans les trois catégories proposées (*client privés, clients professionnels et clients institutionnels*), le tout assorti des options '*opting-out*' et '*opting-in*', relève essentiellement de la notion du degré de protection de l'investisseur.

Les intervenants de BDO ont commenté, entre-autres et d'une façon bien pratique, la **garantie d'activité irréprochable** en comparant la situation actuelle à celle préconisée dans la LEFin (*principe de base, qualifications professionnelles, bonne réputation, conflits d'intérêt*).

Concernant la **demande d'assujettissement** à l'OS (*Organe de Surveillance*) et la FINMA, les intervenants se sont inspirés des pratiques actuelles de l'autorité de surveillance notamment pour la LPCC. On peut se poser la question si cela est vraiment approprié. Les réponses viendront très probablement de la FINMA (*Ordonnance/Directive de Surveillance qui suivra les Ordonnances définitives du DFF*).

Tout au long de la journée, intervenant après intervenant, le thème de la **transition** a suscité un sens d'imprécision patente de la part des autorités bernoises. Le Groupe de Travail du GSCGI a longuement débattu à ce sujet (*décembre 2018 à janvier 2019*). Sous le conseil avisé de notre Conseiller Juridique (*Yves Nidegger*), nous étions arrivés à la conclusion que, pendant la période de transition vers le système de surveillance par l'OS, les OAR continuent la surveillance LBA et règles-cadres et que le Groupement continue la surveillance REP (*Règles d'Éthique Professionnelles*) et ce jusqu'à nouvelles instructions de la FINMA. Simple!

Mais il reste la question essentielle des **GFI directement soumis à la surveillance de la FINMA pour la LBA (IFDS)**. Il se trouve que, vraisemblablement par une omission de précision contraire dans les lois, la FINMA cessera d'exercer ce rôle au 1er janvier 2020 (*date de mise en application des lois et Ordonnances*). Par conséquent, l'autorité de surveillance invite précipitamment les IFDS à faire demande d'assujettissement auprès des OAR. Ne serait-il pas plus judicieux que la FINMA attende la publication de l'OEFin, dont l'art.86 définit clairement la procédure applicable aux IFDS?